

Maux et débat

Savoir raison garder

«Ceux-là commencent à fatiguer les gens.» Ce coup de gueule est d'un jeune professeur de lycée, à la sortie des cours, en réponse à une question sur le mouvement de grève d'un mois déclenché par la Convention nationale des syndicats du secteur Education (Conasysed), le 4 janvier dernier. Cette exaspération semble être partagée par bon nombre d'enseignants qui, en continuant à vaquer à leurs occupations professionnelles, privilégient l'intérêt des élèves (qui sont d'ailleurs la raison d'être de leur métier), aux dépens d'un énième gel de cours découlant de la non-prise en compte de leurs préoccupations, notamment financières, par le gouvernement.

En effet, des six points de revendications à l'origine de ce nouveau débrayage de la Conasysed, cinq ont trait à la rémunération des enseignants. Le dernier (construction des écoles) n'étant qu'un simple habillage. Et pour cause : personne n'a encore vu ces enseignants, par ailleurs parents d'élèves, se mettre en grève au seul motif de la pléthore des effectifs dans leurs établissements. La preuve : la promesse du gouvernement faite en 2010, de construire des centaines de nouvelles salles de classe pour lutter contre ce phénomène et atteindre, à l'horizon 2020, le ratio de 35 élèves par classe, est aujourd'hui un serpent de mer, sans que les syndicats ne lèvent le petit doigt.

De même, depuis que le gouvernement "deshabille Pierre pour habiller Paul", en transformant les écoles primaires (Bâ Oumar, Ecole pilote du Centre, Batavéa, etc.) en Collèges d'enseignement secondaire (CES), et que des initiatives privées sont abusivement répertoriées au titre des réalisations de l'État - fut-il dans le cadre du Partenariat public-privé (PPP) - pour pallier l'insuffisance des structures d'accueil dans le second degré général public, les syndicats ne sont pas non plus montés au créneau, alors que les sommes investies dans ces PPP peuvent servir à construire d'autres établissements publics.

Le Syndicat de l'éducation nationale (Sena), qui détient le gros des troupes et a privilégié la voie du dialogue, en assemblée générale vendredi pour faire le point de la suite donnée à ses revendications, a aussi décidé d'entrer dans la danse sans coup férier ! Il ne manquait plus qu'eux pour que le tableau s'assombrisse davantage pour nos enfants.

Pourtant, tous ces enseignants savent que leurs grèves à répétition, depuis plus de vingt ans, causent énormément du tort à beaucoup de petits Gabonais (y compris leurs propres enfants, excepté peut-être ceux de leurs leaders) issus des familles pauvres ou à revenus modestes. Car, ce sont eux qui composent le gros des effectifs des apprenants du secteur public, que le ministre de l'Éducation nationale appelle "l'école de la République".

Ceux qui sont censés apporter des réponses à leurs desiderata, ou tirent les ficelles dans l'ombre, scolarisent leurs enfants à l'étranger ou dans des établissements privés huppés du Gabon, non régis par le système éducatif local.

Alors, si tant est que les enseignants veulent clouer le gouvernement au pilori, pour des promesses non tenues ou des revendications non satisfaites, ils devraient savoir aussi, à certains moments, mettre la pédale douce, savoir raison garder, au risque d'être des complices des ennemis de l'école gabonaise. La spirale des grèves dans notre système éducatif, plus de deux décennies durant, pénalise avant tout la jeunesse gabonaise, dont le niveau ne cesse de décliner, alors que l'excellence est le maître-mot en ce 21e siècle. Par la faute d'une formation bâclée, tronquée, plusieurs générations de Gabonais resteront à la remorque ou, mieux, serviront de marchepieds à la progéniture de nos gouvernants. D'où l'intérêt d'adhérer à la démarche novatrice proposée opportunément par notre Annie-Flore Batchiellilys nationale, invitant à une trêve entre les deux parties (ministère-syndicats). Pour l'intérêt de nos enfants.

Par NIE-MUKÈNI

Médecine/Université des Sciences de la santé (USS)
Sortie de la 34e promotion des médecins

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

Au total, 42 nouveaux médecins ont prêté le serment d'Hippocrate. La cérémonie solennelle, vendredi, dans l'auditorium de l'USS, à Owendo, a été rehaussée par la présence du Premier ministre, le Pr Daniel Ona Ondo.

TOUT ce qui a un début à une fin. Après une formation de 7 ans pour certains, sinon plus pour d'autres, 42 nouveaux médecins (34e promotion du genre) de la Faculté de médecine et des sciences de la santé, ont reçu, vendredi, leurs parchemins en présence du Premier ministre, chef du gouvernement, le Pr Daniel Ona Ondo.

Cette cérémonie solennelle, à laquelle ont également pris part les ministres : Denise Mekam'ne (Enseignement supérieur et Recherche scientifique), Jean-Marie Ogandaga (Fonction publique...), Florentin Mousavou (Éducation nationale et Enseignement technique) et la ministre déléguée à la santé, Célestine Oguewa Bâ, représentant le 1er vice-Premier ministre Paul Biyoghé Mba, ainsi que plusieurs parents, amis et connaissances des impétrants et un panel des sommités du monde médical ou scientifique du Gabon et d'ailleurs, a aussi donné lieu à la remise de leurs diplômes à 12 sages-femmes et à 5 Techniciens supérieurs en anesthésie et réanimation.

Premier de cordée, la doyenne de la Faculté, Angélique Ndjoiy Mbiguino, a remercié les différentes composantes qui ont contribué, de près ou de loin, à la matérialisation de l'événement. Pour sa part, en qualité de Recteur de l'USS, le Pr Paul Marie Louembé, tout en annonçant le basculement imminent de l'université des sciences et de la santé dans le système "LMD", afin d'être en phase avec l'évolution du temps, a saisi cette occasion pour rappeler "l'urgente nécessité de construire une infirmerie au sein de l'USS". Il a aussi exprimé le souhait de voir l'établissement de doter d'une ambulance, de même qu'il a formulé le voeu que soit ouverte une artère pour relier directement l'USS au Centre hospitalier universitaire (CHU) d'Owendo, situé non loin.



Le Premier ministre remettant le diplôme à un impétrant.



Une vue de nouveaux médecins sortis hier.



Une vue partielle de la salle avec, au premier plan, les membres des jurys.

Président général des jurys, le Pr Jean Claude Roland a d'abord tressé des lauriers à tous les membres de son équipe, pour le sérieux et la qualité de leur expertise. Ensuite, il a prodigué des sages conseils aux nouveaux médecins : "Vous êtes désormais au service de tout le monde. Un médecin n'a pas de préférence : il soigne les bons et des mauvais, et même de ses réels ou supposés ennemis. Agissez toujours avec professionnalisme, sans considération et sans distinction aucune (...) Ce n'est que comme ça, tels juchés sur les épaules des géants, vous verrez plus haut et plus loin".

Une litote. Pour rappeler que : "référence n'est pas révérence". Autrement dit, que "La recherche du gain n'a jamais été la route de gloire d'un médecin". C'est donc une invite à la probité morale. Qui s'inscrit dans la droite ligne de la pensée de Rabelais, rap-

pelant que : "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme".

S'en est suivie la proclamation des résultats des délibérations par le président général des jurys, qui a ensuite posé l'épithète sur la robe de chaque impétrant.

Les membres du gouvernement, en tête desquels le Premier ministre, ont ensuite été conviés à remettre leurs sésames aux 42 médecins, aux 12 sages-femmes et aux 5 techniciens supérieurs en anesthésie et réanimation. Major de la promotion, Bridy Chesly Moutombi Ditombi a prêté, comme il est de coutume, serment au nom de tous ses collègues. Puis, elle a reçu un cadeau des mains du recteur. Un geste dont a aussi été bénéficiaire Marie Cyrielle Mbang Ondo, pour la "meilleure thèse".

"Nous avons été vos maîtres, nous acceptons d'être vos guides" a lancé, pour conclure, un officiel.

Ici et ailleurs

• Santé

L'essai médical tourne mal : un volontaire en état de mort cérébrale

Une personne se trouvait en état de mort cérébrale et cinq autres dans un état grave vendredi à Rennes, dans l'ouest de la France, après avoir participé à un essai de médicaments anti-douleur conduit par un laboratoire privé.

L'accident est survenu jeudi dans le cadre d'un essai clinique de phase 1, c'est-à-dire sur des volontaires sains, qui ont pris le médicament par voie orale.

Tous les participants à cet essai ont été rappelés. Aucune indication n'a été donnée sur le nombre total de personnes concernées.

Le produit testé est une molécule à "visée antalgique" (antidouleur) contenant du "cannabinoïde", a déclaré à l'AFP une source proche du dossier.

• Célébrité

L'imprésario et époux de Céline Dion est mort



René Angélil, époux et imprésario de la chanteuse Céline Dion, est décédé jeudi à l'âge de 73 ans des suites d'un cancer dans sa résidence de Las Vegas où l'artiste canadienne avait repris ses spectacles en août.

L'avis de décès posté sur le compte Twitter officiel de la chanteuse québécoise a déclenché une avalanche de réactions, de personnalités artistiques ou politiques comme de millions d'anonymes.

• Médias

Kate rédactrice en chef d'un jour

La duchesse de Cambridge, Kate, sera rédactrice en chef de la version britannique du Huffington Post pendant une journée mi-février, afin de mettre l'accent sur la question de la santé mentale des jeunes, a annoncé vendredi le palais de Kensington.

La duchesse de Cambridge a fait de la santé mentale des jeunes enfants un élément clé de son travail au cours des dernières années. Pour l'occasion, l'épouse du prince William "demandera des contributions à un certain nombre d'experts dans le secteur de la santé mentale ainsi qu'à des jeunes, des parents et des professeurs.

Rassemblées par P.M.M